

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

## **Circulaire du 13 avril 2010 relative à la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de l'année 2010**

NOR : IOCB1009043C

*Pièces jointes* : 6 annexes.

*Résumé* : la présente circulaire a pour objet de présenter les modalités de répartition et de versement de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de l'exercice 2010, elle tient compte des dispositions de l'article 127 de la loi de finances pour 2010 qui reconduit pour l'année les modalités de répartition de la DSU en vigueur en 2009.

*Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales  
à Mesdames et Messieurs les préfets de départements de métropole.*

### **I. – LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DE LA DSU**

L'éligibilité et la répartition de la DSU reposent sur la distinction de deux catégories démographiques :

- d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus ;
- d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants.

La population prise en compte est la population DGF 2010, à l'exception de la population utilisée dans le calcul du revenu par habitant. Dans ce cas, est prise en compte la population INSEE 2010.

À ce titre, l'exercice 2010 constitue la seconde année de prise d'effet de la procédure de recensement rénové. Certaines communes, éligibles en 2009, sont devenues inéligibles à la DSU en passant d'une catégorie démographique à l'autre ou en passant sous le seuil de 5 000 habitants. Elles bénéficient d'une garantie de sortie non renouvelable égale à la moitié du montant perçu en 2009.

#### **1. L'éligibilité des communes de 10 000 habitants et plus**

Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 45 %, du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15 %, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30 %, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 10 %, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

S'agissant des logements sociaux pris en compte pour la répartition de la DSU, l'article 128 de la loi de finances pour 2010 a élargi la définition du critère, posée par l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), aux logements qui appartenaient à la société ICADE au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et qui appartiennent à la date du recensement à la Société nationale immobilière (SNI). Je vous invite en outre à vous reporter au I de l'annexe VI qui retrace les différences de définition entre cet article du CGCT et les dispositions de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Compte tenu de ces différences dans le dénombrement des logements sociaux, il convient de porter une attention particulière à cette annexe en prévision des recours relatifs à ce critère.

Le critère des bénéficiaires des aides au logement vise l'ensemble des personnes couvertes, c'est-à-dire l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer.

La formule de calcul de l'indice synthétique est précisée dans l'annexe III de la présente circulaire. Sont éligibles les communes classées dans les trois premiers quarts des communes de 10 000 habitants et plus, soit 726 communes en 2010.

## **2. L'éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants**

La loi n° 96-241 du 26 mars 1996 a étendu aux communes de 5 000 à 9 999 habitants l'application de l'indice synthétique créé par la loi du 31 décembre 1993 pour les communes de 10 000 habitants et plus qui permet de classer l'ensemble des communes urbaines en fonction de leur richesse et de leurs charges.

Il est procédé pour ces communes, comme pour les communes de 10 000 habitants et plus, à la détermination, pour chaque collectivité, d'un indice synthétique de ressources et de charges. Les critères qui composent cet indice et les pondérations retenues sont les mêmes que ceux précédemment évoqués pour les communes de 10 000 habitants et plus. Toutefois, les valeurs moyennes utilisées dans le calcul de l'indice sont celles constatées pour l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants (voir annexe IV).

Est éligible le premier dixième des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées par ordre décroissant de la valeur de leur indice synthétique, soit 111 communes en 2010.

## **II. – LA RÉPARTITION DE LA DSU**

### **1. La détermination des crédits consacrés à la DSU**

Conformément à l'article L. 2334-13 modifié du CGCT, il appartient au comité des finances locales (CFL) de répartir entre la DSU, la DSR et la DNP la variation annuelle du solde de la dotation d'aménagement, après imputation de la DGF des groupements.

Conformément aux dispositions de la loi de programmation pour la cohésion sociale, la DSU a bénéficié entre 2005 et 2009 d'une augmentation de 120 M€ par an. À titre dérogatoire, la dotation a progressé de 70 M€ entre 2008 et 2009, en application des dispositions de la loi de finances pour 2009. L'article 127 de la loi de finances pour 2010 a fixé pour la présente année une évolution analogue de la DSU. Le CFL a validé cette augmentation lors de sa séance du 2 février 2010.

La DSU pour 2010 s'établit donc à 1 233 738 650 €, soit + 6,02 % par rapport à l'exercice précédent.

La somme effectivement mise en répartition au profit des communes de métropole s'élève à 1 169 122 758 €, soit + 5,95 %, après prélèvement de la quote-part réservée aux communes des départements et collectivités d'outre-mer.

### **2. Les règles de répartition**

Les crédits consacrés à la DSU des communes de métropole sont répartis en deux enveloppes, l'une pour les communes dont la population est comprise entre 5 000 et 9 999 habitants, l'autre pour celles dont la population est supérieure ou égale à 10 000 habitants.

#### *a) Le calcul des dotations individuelles des communes de 10 000 habitants et plus*

L'article 127 de la loi de finances pour 2010 a reconduit pour une année supplémentaire le dispositif de répartition à trois étapes mis en œuvre en 2009.

Il dispose tout d'abord que les communes de 10 000 habitants et plus éligibles en 2010 à la DSU percevront une attribution égale à celle de 2009.

Les communes classées, en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges, dans la première moitié des communes de cette catégorie démographique, soit les 484 premières communes, bénéficieront quant à elles d'une dotation égale à celle de 2009 majorée de 1,2 %.

De plus, les 250 premières communes de cette catégorie démographique bénéficieront en sus de leur attribution de droit commun d'une DSU cible. En 2009, seules les 150 premières communes avaient bénéficié de la DSU cible. Celle-ci est répartie entre les deux catégories démographiques au prorata de leur population dans le total des communes bénéficiaires.

Le montant de DSU cible revenant à chaque commune est égal au produit de sa population DGF par la valeur de l'indice synthétique. Ce produit est pondéré par un coefficient variant uniformément de 2 à 1 dans l'ordre croissant du rang de classement de la commune.

Enfin, pour les communes nouvellement éligibles à la DSU, les règles de répartition en vigueur l'an dernier demeurent inchangées. La dotation de ces communes est égale au produit de leur population par la valeur de l'indice synthétique, pondéré par l'effort fiscal dans la limite de 1,3 et par un coefficient multiplicateur propre à chaque commune. Ce coefficient évolue linéairement de 0,5 à 2 en fonction du rang de la commune dans le classement effectué en fonction de la valeur de son indice synthétique.

Par ailleurs, la loi de programmation pour la cohésion sociale a introduit deux coefficients multiplicateurs, l'un proportionnel à la part de la population en zone urbaine sensible (ZUS) variant de 1 à 3, l'autre proportionnel à la part de la population en zone franche urbaine (ZFU) variant de 1 à 2. La loi de finances pour 2006 a étendu ces deux coefficients aux communes de plus de 200 000 habitants.

Les populations en ZUS et en ZFU de chaque commune, prises en compte pour la répartition de la DSU en 2010, ont fait l'objet d'une authentification par arrêté du 26 février 2009 et d'une actualisation dans les jours précédant la répartition sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Les formules de calcul de la DSU et de la DSU cible pour les communes de 10 000 habitants et plus sont détaillées respectivement en annexes III et V de la présente circulaire.

*b) Le calcul des dotations individuelles des communes de 5 000 à 9 999 habitants*

La loi de finances pour 2010 a prévu que les communes éligibles à la DSU au titre de cette catégorie démographique percevraient cette année un montant de dotation égal à celui de 2009.

Pour les communes nouvellement éligibles à la DSU en 2010, les règles de calcul des dotations sont identiques à celles appliquées pour les communes de 10 000 habitants et plus.

Toutefois, les valeurs de référence sont celles des communes de 5 000 à 9 999 habitants.

Enfin, les 20 premières communes de cette catégorie démographique, classées en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges, bénéficient elles aussi d'une DSU cible en plus de leur attribution individuelle de DSU.

Les formules de calcul de la DSU et de la DSU cible sont détaillées respectivement en annexes IV et V.

### **3. Les règles de garantie et d'écrêtement**

Les communes de 10 000 habitants et plus ou de 5 000 à 9 999 habitants qui perdent leur éligibilité à la DSU en 2010 bénéficient à titre de garantie de 50 % des montants perçus en 2009. Seize communes bénéficient de ce dispositif en 2010 : l'une de ces communes devient inéligible en passant de la catégorie démographique des communes de 10 000 habitants et plus à celle de 5 000 à 9 999 habitants et une autre en passant sous le seuil des 5 000 habitants.

Le mécanisme de garantie dégressive liée à la perte d'éligibilité d'une commune, consécutive au passage à TPU deux ans auparavant de l'EPCI dont elle est membre, continue de s'appliquer en 2010 (art. L. 2334-18-3, al. 3, CGCT). Une seule commune est concernée par ce dispositif.

Enfin, il faut souligner que l'accroissement de l'attribution de droit commun (hors DSU cible) de chaque commune ne peut excéder 4 M€ par an.

### **III. – NOTIFICATION ET VERSEMENT**

Le résultat de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) depuis le 22 mars 2010.

Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune éligible fait foi.

Les fiches individuelles de notification des attributions de la dotation de solidarité urbaine des communes vous seront expédiées par l'intermédiaire de l'intranet Colbert Départemental.

Je vous invite donc, dès réception de cette circulaire, à télécharger les fiches de notification de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale des communes, qui prennent la forme de fichier PDF, et à les faire imprimer par vos services. Il vous appartient de transmettre ces fiches le plus rapidement possible aux collectivités concernées, l'arrêté attributif pouvant intervenir ultérieurement.

Je vous signale, en outre, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément indiqués lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification annexée à la présente circulaire.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité, « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Vos arrêtés de versement à l'issue de la répartition initiale de la DSU viseront le compte, ouvert en 2010 dans les écritures du trésorier-payeur général, sous le n° 465-12110 « Fonds nationaux des collectivités territoriales – DGF – Répartition initiale de l'année – Année 2010 ».

Comme l'année précédente, tous vos arrêtés de versement ou de reversement à l'occasion d'une rectification éventuelle de la DSU viseront dorénavant le compte unique n° 465-1212 « Dotation globale de fonctionnement – Opérations de régularisation », que les rectifications portent sur les dotations allouées au titre de l'exercice ou des années antérieures.

Enfin, je vous rappelle que les collectivités doivent désormais être informées de la date à laquelle s'effectuera le versement de la dotation sur leur compte au Trésor public, dans la lettre leur notifiant leur attribution. La DSU est en effet concernée par les dispositions relatives aux dotations non mensualisées, pour lesquelles il vous appartient de fixer la date de versement, en accord avec les services du Trésor.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Aurélien DEHAINE, tél. : 01-49-27-34-92, courriel : aurelien.dehaine@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général des collectivités locales,*  
É. JALON

ANNEXE I

CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET DU POTENTIEL FINANCIER 2010

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées, le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écrêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L. 2334-4 du CGCT modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999. Le potentiel fiscal est minoré le cas échéant des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes

Bases brutes d'imposition 2009		Taux moyen national			
Taxe d'habitation	×	0,1494	=	<input type="text"/>	(a)
				+	
Taxe foncière sur les propriétés bâties	×	0,1932	=	<input type="text"/>	(b)
				+	
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	×	0,4550	=	<input type="text"/>	(c)
				+	
Taxe professionnelle	×	0,1613	=	<input type="text"/>	(d)
				+	
Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998)				<input type="text"/>	(e)
				-	
Prélèvement sur la fiscalité				<input type="text"/>	(f)
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) - (f)			=	<input type="text"/>	(g)
				+	
Dotation forfaitaire 2009 hors part représentant l'ancienne « part salaires »				<input type="text"/>	(h)
Potentiel financier = (g) + (h)			=	<input type="text"/>	

2. Calcul du potentiel financier par habitant des communes

Potentiel financier	<input type="text"/>
	/
Population DGF 2010 de la commune	<input type="text"/>
	=
Potentiel financier par habitant de la commune	<input type="text"/>

ANNEXE II

CALCUL DE L'EFFORT FISCAL

L'effort fiscal d'une commune est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères, et le potentiel fiscal correspondant à ces trois taxes. Le produit et les bases de la taxe professionnelle ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal.

L'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

1. Calcul de l'effort fiscal des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations

/

Potentiel fiscal (trois taxes)

=

Effort fiscal de la commune

2. Modalités de l'écêtement

La loi a institué un mécanisme d'écêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

GROUPE DÉMOGRAPHIQUE	T1	T2
0 à 499 habitants	0,155654	0,156784
500 à 999 habitants	0,155769	0,156979
1000 à 1999 habitants	0,158052	0,159802
2000 à 3499 habitants	0,162464	0,164553
3500 à 4999 habitants	0,168638	0,171114
5000 à 7499 habitants	0,176363	0,179774
7500 à 9999 habitants	0,181727	0,186365
10000 à 14999 habitants	0,192122	0,196135
15000 à 19999 habitants	0,194193	0,199074
20000 à 34999 habitants	0,199922	0,204185
35000 à 49999 habitants	0,211288	0,215227
50000 à 74999 habitants	0,194427	0,200053
75000 à 99999 habitants	0,171542	0,175963

GROUPE DÉMOGRAPHIQUE	T1	T2
100000 à 199999 habitants	0,219147	0,225989
200000 habitants et plus	0,136191	0,144038

Soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2008.

Soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2009.

Soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2008.

Soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2009.

Si  $t2 - t1$  est inférieur à  $T2 - T1$ , on conserve le produit fiscal de la commune.

Si  $t2 - t1$  est supérieur à  $T2 - T1$ , le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

*1<sup>er</sup> cas :*

Si  $t2 > t1$ ,  $T2 - T1 > 0$  et  $(t2 - t1) > (T2 - T1)$ , le produit fiscal est ainsi écrêté :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2009

(a)

+

Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2009

(b)

+

Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2009

(c)

=

Sous-total (a) + (b) + (c)

(d)

×

$\{ t1 + (T2 - T1) \}$

=

Produit fiscal écrêté

*2<sup>e</sup> cas :*

Si  $t2 > t1$ ,  $t2 > T2$  et  $T2 - T1 < 0$ , le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2009

(a)

+

Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2009

(b)

+

Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2009

(c)

=

Sous-total (a) + (b) + (c)

(d)

×

si  $t2 + T2 - T1 > T2$  alors (d) ×  $t2 + (T2 - T1)$

×

si  $t2 + T2 - T1 < T2$  alors (d) × T2

=

= Produit fiscal écrêté

Dans les deux cas, il convient d'ajouter au produit fiscal écrêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L. 2334-6 du code général des collectivités territoriales. L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écrêté.

### 3. Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2009 inférieur à celui de 2008, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

ANNEXE III

FICHE DE CALCUL DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE ALLOUÉE EN 2010  
AUX COMMUNES DE 10 000 HABITANTS ET PLUS

**1. Éligibilité des communes de 10000 habitants et plus**

Rappel de la population DGF 2010	.....	
Potentiel financier des communes de 10 000 habitants et plus (en euros/hab.)		1 113,203 962
÷ potentiel financier de la commune (en euros/hab.)	÷ .....	
= sous-total	.....	
× pondération retenue pour le potentiel financier	×	0,45
= part, dans l'indice, du potentiel financier	.....	(a)
Nombre de logements sociaux de la commune	.....	
÷ nombre de logements de la commune	÷ .....	
= part relative des logements sociaux de la commune	.....	
÷ part relative des logements sociaux dans les communes de 10000 habitants et plus	÷	0,225 334
× pondération retenue pour les logements sociaux	×	0,15
= part, dans l'indice, des logements sociaux	.....	(b)
Nombre de personnes couvertes par les allocations logement de la commune	.....	
÷ nombre de logements de la commune	÷ .....	
= part relative des personnes couvertes par les allocations logement de la commune	.....	
÷ part relative des pers. couv. par les all. logt dans les com. de 10000 et +	÷	0,530 083
× pondération retenue pour les allocations logement	×	0,30
= part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logement	.....	(c)
Revenu moyen par habitant dans les communes de 10 000 habitants et plus (en euros/hab.)		13 355,080 656
÷ revenu moyen par habitant de la commune (en euros/hab.)	÷ .....	
× pondération retenue pour le revenu	×	0,1
= part, dans l'indice, du revenu	.....	(d)
Indice total des lignes (a) + (b) + (c) + (d)	.....	(e)

Si (e) ≥ 0,899 15, alors la commune est éligible (avec (e) permettant à la commune d'appartenir aux trois premiers quarts du total des communes ≥ 10 000 habitants, classées dans l'ordre décroissant de l'indice synthétique).

**2. Calcul de la DSU des communes de 10000 habitants et plus**

a) Calcul de la dotation des communes éligibles en 2010 et déjà éligibles en 2009

Soit R le rang de la commune.

Si  $R \leq 484$ ,  $DSU_{2010} = DSU_{2009} \times 1,012$ .

Si  $484 < R \leq 726$ ,  $DSU_{2010} = DSU_{2009}$ .

b) Calcul de la dotation des communes nouvellement éligibles à la DSU en 2010

Calcul du coefficient de majoration :

Rang de la commune	.....	
÷ nombre de communes de 10 000 habitants et plus	÷	968
= sous-total 1	.....	



× 2	×	2	
= sous-total 2 (f)	.....		(f)
2		2	
– sous-total 2	–		(f)
= coefficient multiplicateur	.....		(g)
<i>Calcul de la dotation :</i>			
Population DGF 2010	.....		
× indice de la commune (e)	×		(e)
× effort fiscal dans la limite de 1,3	×		
× valeur de point (en euros)	×	14,389 746	
× coefficient de majoration (g)	×		(g)
× coefficient ZUS (1)	×		
× coefficient ZFU (2)	×		
= DSU 2010 (en euros)	.....		

ANNEXE IV

FICHE DE CALCUL DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE ALLOUÉE EN 2010  
AUX COMMUNES DE 5 000 À 9 999 HABITANTS

1. **Éligibilité des communes de 5000 à 9999 habitants**

Rappel de la population DGF 2010	.....		
Potentiel financier des communes de 5000 à 9999 habitants (en euros/hab.)		958,037 983	
÷ potentiel financier de la commune (en euros/hab.)	÷	.....	
= sous-total	.....		
× pondération retenue pour le potentiel financier	×	0,45	
= part, dans l'indice, du potentiel financier	.....		(a)
Nombre de logements sociaux de la commune	.....		
÷ nombre de logements de la commune	÷	.....	
= part relative des logements sociaux de la commune	.....		
÷ part relative des logements sociaux dans les communes de 5000 à 9999 hab.	÷	0,141 405	
× pondération retenue pour les logements sociaux	×	0,15	
= part, dans l'indice, des logements sociaux	.....		(b)
Nombre de personnes couvertes par les allocations logement de la commune	.....		
÷ nombre de logements de la commune	÷	.....	
= part relative des personnes couvertes par les allocations logement de la commune	.....		
÷ part relative des pers. couv. par les all. logt dans les com. de 5000 à 9999 habitants	÷	0,399 842	
× pondération retenue pour les allocations logement	×	0,3	
= part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logement	.....		(c)

(1) Coefficient ZUS =  $1 + \left( 2 \times \frac{\text{pop ZUS}}{\text{pop DGF}} \right)$ .

(2) Coefficient ZFU =  $1 + \left( \frac{\text{pop ZFU}}{\text{pop DGF}} \right)$ .

Revenu moyen par habitant dans les communes de 5 000 à 9999 habitants (en euros/hab.)	12637,483 693
÷ revenu moyen par habitant de la commune (en euros/hab.)	÷ .....
× pondération retenue pour le revenu	× <u>0,1</u>
= part, dans l'indice, du revenu	..... (d)
Indice total des lignes (a) + (b) + (c) + (d)	..... (e)

Si (e) ≥ 1,473 149, alors la commune est éligible (avec (e) permettant à la commune d'appartenir au premier dixième du total des communes de 5000 à 9999 habitants, classées dans l'ordre décroissant de l'indice synthétique).

## 2. Calcul de la DSU des communes de 5000 à 9999 habitants

a) Calcul de la dotation des communes éligibles en 2010 et déjà éligibles en 2009

Si commune éligible en 2010 et déjà éligible en 2009,  
DSU 2010 = DSU 2009.

b) Calcul de la dotation des communes nouvellement éligibles à la DSU en 2010

*Calcul du coefficient de majoration :*

Rang de la commune	.....
÷ nombre de communes de 5000 à 9999 habitants	÷ <u>1 109</u>
= sous-total 1	.....
× 15	× <u>15</u>
= sous-total 2 (f)	..... (f)
2	2
– sous-total 2	– ..... (f)
= coefficient multiplicateur	..... (g)

*Calcul de la dotation :*

Population DGF 2010	.....
× indice de la commune (e)	× ..... (e)
× effort fiscal dans la limite de 1,3	× .....
× valeur de point (en euros)	× <u>20,164 354</u>
× coefficient de majoration (g)	× ..... (g)
× coefficient ZUS (1)	× .....
× coefficient ZFU (2)	× .....
= DSU 2010 (en euros)	.....

## ANNEXE V

### FICHE DE CALCUL DE LA PROGRESSION DE DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE, DITE DSU CIBLE, ALLOUÉE EN 2010

#### 1. Éligibilité des communes à la DSU cible

a) Éligibilité des communes de 10000 habitants et plus

Si  $R \leq 250$ , comme éligible à la DSU cible.

(1) Coefficient ZUS =  $1 + \left( \frac{2 \times \text{pop ZUS}}{\text{pop DGF}} \right)$ .

(2) Coefficient ZFU =  $1 + \left( \frac{\text{pop ZFU}}{\text{pop DGF}} \right)$ .

b) Éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants

Si  $R \leq 20$ , comme éligible à la DSU cible.

**2. Calcul des attributions de DSU cible**

a) Calcul de la DSU cible des communes de 10 000 habitants et plus

*Calcul du coefficient de majoration :*

Rang de la commune	.....
÷ 499	÷ 499
= sous-total 1	.....
× 2	× 2
= sous-total 2 (h)	..... (h)
2	2
– sous-total 2	– ..... (h)
= coefficient multiplicateur	..... (i)

*Calcul de l'attribution de DSU cible :*

Population DGF 2010	.....
× indice de la commune (e)	× ..... (e)
× valeur de point (en euros)	× 3,289 263
× coefficient de majoration (i)	× ..... (i)
= DSU cible 2010 (en euros)	.....

b) Calcul de la DSU cible des communes de 5 000 à 9 999 habitants

*Calcul du coefficient de majoration :*

Rang de la commune	.....
÷ 39	÷ 39
= sous-total 1	.....
× 2	× 2
= sous-total 2 (j)	..... (j)
2	2
– sous-total 2	– ..... (j)
= coefficient multiplicateur	..... (k)

*Calcul de l'attribution de DSU cible :*

Population DGF 2010	.....
× indice de la commune (e)	× ..... (e)
× valeur de point (en euros)	× 1,996 307
× coefficient de majoration (k)	× ..... (k)
= DSU cible 2010 (en euros)	.....

ANNEXE VI

ANNEXE TECHNIQUE RETRAÇANT LES DIFFÉRENCES DE CHAMP DES LOGEMENTS SOCIAUX  
DE L'ENQUÊTE PLS ET DE L'INVENTAIRE SRU

**1. Rappel des logements sociaux pris en compte pour la répartition des concours financiers de l'État  
(art. L. 2334-17 du CGCT)**

S'agissant de l'exercice de référence, les logements sociaux pris en compte dans la répartition des concours financiers de l'État au titre d'un exercice sont ceux qui ont été recensés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente (R. 2334-4 du CGCT). Dès lors, il existe un décalage de deux ans entre l'année de mise en service d'un programme sur le territoire d'une commune et sa prise en compte effective pour le calcul de la DGF.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2334-17 du CGCT, sont retenus comme logements sociaux locatifs les logements appartenant aux organismes suivants :

- offices publics HLM (recensement par les DRE *via* l'enquête PLS) :
  - offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ;
  - offices publics d'HLM (OPHLM) ;
- sociétés anonymes (recensement par les DRE *via* l'enquête PLS) :
  - sociétés anonymes d'HLM (SA HLM) ;
  - sociétés coopératives de production ou de location-attribution d'HLM (SCP ou SCLA d'HLM) ;
  - sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) ;
  - sociétés anonymes d'économie mixte immobilière (SEM ou SAEM).

Au sein de cette catégorie, n'est retenu au sens de la DGF que le patrimoine des SEM locales. Dès lors, est exclu le patrimoine des SEM nationales et en particulier ceux de la SNI et de l'ADOMA (ex-SONACOTRA) ;

- les logements appartenant à divers organismes (logements recensés conjointement par la DGCL directement et les DRE *via* l'enquête PLS) :
  - entreprise minière et chimique (EMC) et sociétés à participation majoritaire de l'EMC ;
  - houillères de bassin (houillère du bassin du Centre et du Midi, houillère du bassin de Lorraine) et sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ;
  - sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France ;
  - établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais ;
  - filiales de la société ICADE, elle-même filiale de la Caisse des dépôts et consignations (SA d'HLM, SEM et SCI de la société ICADE) ;
  - sociétés mutualistes d'HLM ;
  - fondations d'HLM ;
  - logements de la Société nationale immobilière qui appartenaient au 1<sup>er</sup> janvier 2001 aux Houillères du bassin de Lorraine et aux sociétés à participation majoritaire des Houillères du bassin de Lorraine ;
  - logements de la Société nationale immobilière ou de ses filiales qui appartenaient au 1<sup>er</sup> janvier 2006 à la société ICADE et qui sont financés dans les conditions fixées par le dernier alinéa des articles L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du CGCT ;
- les logements locatifs appartenant à d'autres personnes morales et qui constituent, sur le territoire de la commune, des ensembles de 2 000 logements au moins et financés par des prêts spéciaux du Crédit Foncier de France : cette disposition concerne des financements qui n'existent plus actuellement et ne s'applique en pratique qu'à une seule commune de l'Essonne (Saint-Michel-sur-Orge où est recensé un ensemble de 2 389 logements) ;
- les logements étudiants construits par des organismes d'HLM ou des SEM locales dans le cadre du plan Université 2000 ou des nouveaux programmes conventionnés sur des terrains propriété de l'État mais loués aux organismes concernés par bail emphytéotique.

Par ailleurs, sont à exclusion de la définition des logements sociaux au sens de la DGF :

- les logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants (ces logements ne sont pas pris en compte dans l'enquête PLS) : il s'agit des logements répondant aux dispositions de l'article L. 351-2 (5°) du code de la construction et de l'habitation, pour la perception de l'aide personnalisée au logement, et qui ne donnent lieu ni au versement d'un loyer ni à la conclusion d'un bail ;
- les résidences universitaires dont la gestion est assurée par les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) (ces logements ne sont pas pris en compte dans l'enquête PLS).

## 2. Le recensement des logements sociaux à travers l'enquête Parc locatif social (PLS)

### 2.1. Les caractéristiques de l'enquête PLS

Contrairement à l'inventaire SRU, l'enquête PLS, déclarée d'intérêt général, est effectuée à titre statistique. Les organismes concernés ne sont donc pas ainsi obligés de répondre à l'enquête, alors qu'ils le sont pour l'inventaire SRU. Les données sont recensées chaque année au 31 décembre N-1 par les directions régionales de l'équipement (DRE).

Cette enquête couvre le parc des logements sociaux dont la gestion est assurée par les organismes HLM et assimilés. Cette enquête est donc *a priori* centrée sur les organismes gestionnaires (et non pas propriétaires) de logements sociaux, même si un retraitement des données permet d'extraire, pour les besoins de la DGCL, des fichiers par organismes propriétaires et non pas par organismes gestionnaires.

Enfin, l'enquête PLS visant l'ensemble des organismes gestionnaires de logements sociaux, cette dernière concerne toutes les communes sans restriction démographique.

### 2.2. Le patrimoine recensé dans l'enquête PLS

Le patrimoine recensé au sein de cette enquête, et utilisé dans le cadre de la répartition des concours financiers de l'État conformément aux dispositions des articles L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales et L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, figure en gras.

Sont recensés, aussi exhaustivement que possible, au sein de l'enquête PLS :

- le patrimoine des offices publics HLM :
  - offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ;
  - offices publics d'HLM (OPHLM) ;
- le patrimoine des sociétés anonymes :
  - sociétés anonymes d'HLM (SA HLM) ;
  - sociétés coopératives de production ou de location-attribution d'HLM (SCP ou SCLA d'HLM) ;
  - sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) ;
  - sociétés anonymes d'économie mixte immobilière (SEM ou SAEM) ;
- le patrimoine de la société ICADE : les logements appartenant à la société ICADE, filiale de la Caisse des dépôts et consignations et à ses filiales (SA d'HLM, SEM et SCI de la société ICADE).

Sont recensés, dans la mesure du possible, au sein de l'enquête PLS :

- le patrimoine de diverses associations, fondations et sociétés mutualistes :
  - associations de type PACT (Protection, amélioration, conservation et transformation de l'habitat) ;
  - sociétés mutualistes d'HLM ;
  - union d'économie sociale (UES) ;
  - fondations d'HLM ;
- le patrimoine des sociétés civiles immobilières (SCI) ayant bénéficié de financements aidés (principalement PLA) :
  - SCI sous égide SACI ;
  - société immobilière commerciale ;
  - société de gestion immobilière ;
- le patrimoine des administrations publiques, lorsqu'il est géré par la SNI ou des organismes d'HLM ou des SEM :
  - collectivités locales ;
  - établissements publics à caractère administratif ;
  - État ;
- les logements appartenant à divers organismes :
  - les logements appartenant aux houillères de bassin (houillère du bassin du Centre et du Midi, houillère du bassin de Lorraine) et aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ;
  - sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France ;
  - Établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais.

## 3. Le patrimoine recensé dans l'inventaire SRU

*N.B.* : le conventionnement (aides spécifiques de l'État et/ou prêts aidés) de ces logements est soumis à des conditions de ressources pour les occupants, qui sont identiques à celles fixées pour l'octroi des aides personnalisées au logement.

Sont recensés au sein de l'inventaire SRU :

- les logements locatifs appartenant aux organismes d'HLM :
  - logements locatifs sociaux appartenant aux organismes HLM définis à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et construits avant le 5 janvier 1977 ;

- logements locatifs sociaux appartenant aux organismes HLM définis à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et construits ou acquis après le 5 janvier 1977 et conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- les autres logements conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation :
  - au sens de l'article précité, il s'agit des logements dont la construction, l'acquisition ou l'amélioration a été financée au moyen d'aides spécifiques de l'État ou de prêts aidés (prêts locatifs aidés, PLA) à l'exclusion des prêts locatifs intermédiaires (PLI) et de certains prêts conventionnés locatifs (PCL) sans plafond de ressources ;
  - logements appartenant à des personnes physiques améliorés avec le concours financier de l'ANAH, logements gérés par des bailleurs sociaux et ayant bénéficié d'une prime à l'amélioration (PALULOS), logements en accession à la propriété ;
- les logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants, ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale : il s'agit des logements répondant aux dispositions de l'article L. 351-2 (5<sup>e</sup>) du code de la construction et de l'habitation, et de l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale. Les logements d'urgence sont exclus.  
Dans les cas où sont répertoriés des lits, le taux de conversion applicable pour un logement social est de trois lits ;
- les logements appartenant à divers organismes :
  - les logements appartenant aux houillères de bassin (houillère du bassin du Centre et du Midi, houillère du bassin de Lorraine) et aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ;
  - sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France ;
  - Établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais.

#### 4. Les différences du nombre de logements sociaux pouvant résulter des deux sources

##### 4.1. *Les catégories de logements locatifs sociaux pris en compte dans l'enquête PLS qui ne le sont pas dans l'inventaire SRU*

Il s'agit des logements locatifs appartenant aux organismes d'HLM, construits, acquis avec ou sans amélioration après le 5 janvier 1977 et qui ne sont pas conventionnés au 1<sup>er</sup> janvier de l'inventaire.

En outre, l'enquête PLS couvre l'ensemble des communes alors que l'inventaire SRU n'est ciblé que sur les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 habitants en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

##### 4.2. *Les catégories de logements locatifs sociaux pris en compte dans l'inventaire SRU qui ne le sont pas dans l'enquête PLS*

Les logements sociaux conventionnés (c'est-à-dire ayant bénéficié de prêts aidés et/ou d'aides spécifiques de l'État) et appartenant à des personnes privées ; ex. : logements améliorés avec le concours financier de l'ANAH.

Les logements de type logements-foyers (à l'exclusion des logements d'urgence) donnant lieu à la perception d'une redevance, les places répertoriées dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale et les résidences sociales (un logement social pour trois lits répertoriés).